

CÉLÉBRER ET LUTTER POUR LA DIVERSITÉ

Pages 6 à 8



Photo: Cody Broderick



Photo: Courtoisie Mark Nichols

La régionalisation des communautés rurales 2-3

Lutter pour les droits des travailleurs 5

Créer de la musique, ici, en français 11



- ▶ Terre-Neuve et le Labrador
- ▶ Au fil des jours
- ▶ En français
- ▶ Depuis 1984

www.gaboteur.ca/abonnement

ABONNEMENT D'UN AN 20 numéros

35\$
+ taxes

versions
papier et
numérique

25\$
+ taxes

numérique
seulement



RÉGIONALISATION

Jacinthe Tremblay (IJL - Réseau.Presse - Le Gaboteur)

RÉGIONALISATION RIME AVEC POLARISATION

Un grand remue-ménage de l'organisation des communautés locales est à nouveau à l'ordre du jour à Terre-Neuve-et-Labrador. Ce chantier vise, entre autres, la création de structures régionales de gouvernance municipale. La province est la seule au pays où de telles instances sont inexistantes.

Le 2 février dernier, un Groupe de travail conjoint sur la régionalisation rendait public son rapport et ses recommandations. Le groupe est composé de représentants de Municipalités NL (MNL) et Professional Municipal Administrators NL (PMA), qui ont travaillé de concert avec le ministère des Affaires municipales et provinciales de la province.

Ses auteurs sont unanimes: la mise en place de structures régionales de gouvernance est essentielle pour de nombreuses raisons: les changements démographiques - lire la baisse et le vieillissement de la population - et les besoins accrus en services visant à poursuivre le développement économique et la croissance des communautés locales, écrit en substance la présidente de MNL Amy Coady en introduction au rapport.

«La régionalisation ne règlera pas ces problèmes mais elle peut en réduire les impacts négatifs sur la gestion et la qualité des services locaux», a fait valoir la ministre des Affaires municipales et provinciales Krista Lynn Howell lors d'une conférence virtuelle organisée par Newfoundland and Labrador Professional Planners, le 23 mars dernier. La ministre, également ancienne mairesse de la ville de St. Anthony, faisait entre autres référence à la difficulté de plusieurs communautés locales de trouver des bénévoles

pour siéger sur les conseils des municipalités incorporées ou sur les comités des Districts de services locaux. Elle notait également les défis énormes de ces communautés pour s'acquitter de leurs responsabilités actuelles, incluant la préparation de demandes de financement et de redditions de comptes envers les citoyens et les gouvernements.

À la sortie du rapport, la ministre Howell avait indiqué qu'elle y donnerait suite «le plus rapidement possible». Le 23 mars dernier, elle s'est faite plus évasive sur l'échéancier du suivi, invoquant entre autres la complexité des enjeux ainsi que sa volonté de mieux entendre les points de vue des leaders et citoyens des Districts de services locaux ou vivant dans les secteurs non incorporés de la province.

Disparition en vue

À Terre-Neuve-et-Labrador, près de 300 communautés ayant un nom et souvent une longue histoire ne sont pas des municipalités, au sens juridique. Parmi elles, 172 sont des Districts de services locaux régies par des comités de bénévoles. Ces derniers sont responsables de seulement six services (eau potable, aqueduc, gestion des déchets et du recyclage, protection contre les incendies, éclairage des rues et contrôle animalier). Leur moyen de financement se limite à la tarification et

aux collectes de fonds pour des projets précis. Les autres localités, dites zones non incorporées (notre traduction pour ...«Unincorporated areas») ne possèdent aucune structure de gestion. Leurs citoyens ont des puits artésiens et des fosses septiques et «s'organisent» pour la collecte des déchets, parfois en payant ce service à une communauté voisine.

Or, la réforme proposée par le Groupe de travail sur la régionalisation propose leur abolition et le transfert de leurs actifs aux futures instances régionales. Ces dernières deviendraient alors responsables des services actuellement dispensés dans leur communauté et éventuellement de nouveaux, tels la planification du territoire et la réalisation de plans de mesures d'urgence. Ce nouveau mode d'organisation rimerait, il va sans dire, avec nouvelles factures pour les citoyens concernés.

Le groupe de travail recommande de plus que des taxes basées sur la valeur des propriétés soient imposées partout dans la province. Actuellement, plus d'une quarantaine de municipalités incorporées chargent plutôt de la «capitation» (*poll tax*), autrement connue comme la «taxe sur la tête» et de nombreuses municipalités combinent la taxe foncière avec ce mode de paiement et la tarification. Autre particularité terre-neuvienne et

labradorienne, des municipalités accordent des rabais de taxe foncière pouvant aller jusqu'à 80% en fonction du revenu.

Le groupe de travail a par ailleurs laissé en suspens la détermination des territoires des futures instances régionales et leur nombre (voir notre article: Le «cas» de la péninsule de Port-au-Port).

Oppositions et questions

Or depuis la diffusion de son rapport, plusieurs voix contestent ou questionnent ses observations et recommandations. L'opposition la plus bruyante vient de leaders de comités de Districts de services locaux, notamment ceux de sept communautés situées au sud de la Baie Trinity, dont New Harbour. La frustration est grande également sur la côte ouest de l'île. «Ce rapport ne reconnaît pas les réalisations et la vitalité de nombreux comités de Districts de services locaux et démontre nos populations en alléguant que nous ne payons pas notre juste part, en donnant toujours en exemple le déneigement alors que nous ne recevons aucun soutien financier régulier du gouvernement», commente Llyod Harnum, du Comité du district de services locaux de Baie-Saint-Georges sud, un regroupement de 10 communautés qui remonte au milieu des années 1960. (voir notre article «La passe gratuite du déneigement»).

Certains élus de municipalités incorporées questionnent aussi l'intérêt d'une telle réforme, du moins pour leur localité. C'est le cas des maires de Burgeo et de Harbour Breton, deux localités

séparées des autres centres de population par quelques heures de route. C'est aussi le cas pour le maire de la municipalité de Fogo, qui réunit déjà sept communautés de l'île du même nom, qui se demande quels services il pourrait bien partager avec Gander.

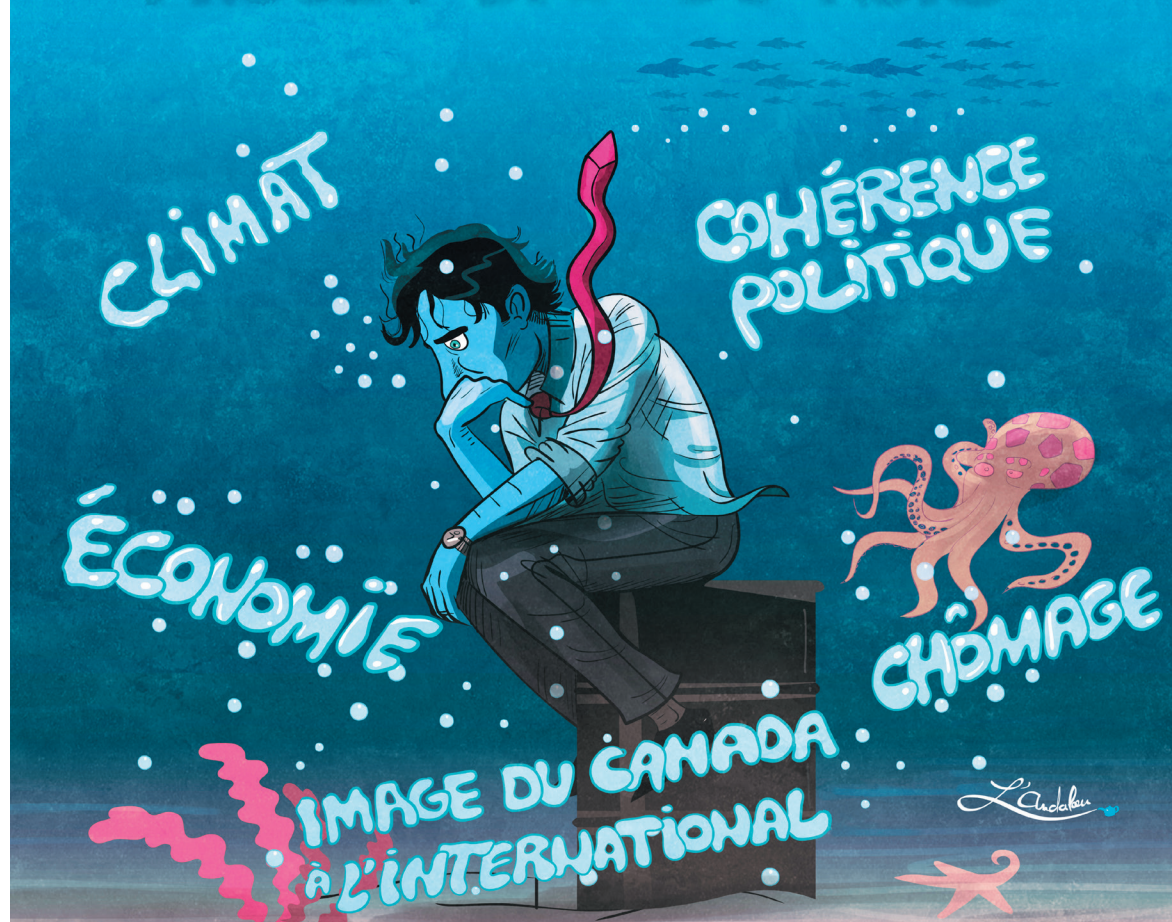
Peter Fenwick, longtemps maire de Cap-Saint-Georges, sur la péninsule de Port-au-Port, partage un avis similaire. «Nous n'avons pas besoin de fonctionnaires d'une structure basée, en toute logique, à Stephenville pour innover. Nous avons déjà un plan d'urbanisme, qui vise d'abord à protéger les landes calcaires de la montagne qui relie Cap-Saint-Georges à La Grand'Terre, pas à décider où les gens devront construire leur maison», soutient-il.

Ces deux routiers de longue date de la gestion locale questionnent aussi le fait que le Groupe de travail ait écarté l'idée de brasser les cartes de l'organisation municipale de la portion nord-est de la péninsule d'Avalon et de recommander que les municipalités de 11 000 habitants et plus fassent l'objet de «considérations spéciales» - non définies dans le rapport. «S'il y a des économies à faire, c'est bien dans ces territoires», soutiennent-ils.

Llyod Harnum précise toutefois qu'il ne dit pas non à toute forme de régionalisation mais qu'elle devra se faire dans le respect et l'écoute des réalités locales des milieux ruraux. Et comme aux adeptes d'un jeu auquel on devient accro, il lance ce message au gouvernement provincial: «Vous avez échoué. Essayez encore!»

ACTU EN DESSIN

PROJET BAY DU NORD



Dessin par: L'Andalou

Êtes-vous bilingue?

Rejoignez l'Agence du revenu du Canada (ARC) à Terre-Neuve-et-Labrador (T.N.-L.)!

Pourquoi travailler à l'ARC?

- ✓ Horaire variable
- ✓ Culture de milieu de travail inclusive et effectif diversifié
- ✓ Un des 100 meilleurs employeurs au Canada
- ✓ Télétravail possible pour les résidents de T.N.-L. ayant accès à l'Internet haute vitesse, un milieu de travail sécurisé à leur domicile et un service téléphonique cellulaire fiable

Postulez maintenant!

Numérisez le code QR ci-contre pour postuler, ou envoyez-nous votre CV avant le 30 juin 2022 par courriel à NP12AEX140G@cra-arc.gc.ca!



RÉGIONALISATION

Jacinthe Tremblay (IJL - Réseau.Presse - Le Gaboteur)

LA «FAMEUSE» PASSE GRATUITE DU DÉNEIGEMENT...

Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador assure et défraie les coûts du déneigement des 172 districts de services locaux et des 120 territoires non incorporés de l'île et du Labrador. À première vue, il y a de bonnes raisons de s'insurger contre cette «passe gratuite» pour les habitants de ces localités, n'est-ce pas?

Sauf que la réalité du «qui paie quoi» en matière de déneigement est beaucoup plus complexe.

La preuve, avec l'exemple de la péninsule de Port-au-Port.

Moins de 30 rues et allées

La vaste majorité des résidences, commerces et entreprises de la péninsule de Port-au-Port sont situés le long des routes 460 et 463, qui appartiennent au réseau d'artères provinciales. C'est également le cas pour plusieurs communautés rurales, notamment celles de la péninsule nord de l'île de Terre-Neuve.

En conséquence, la province s'acquitte du déneigement sur la majorité de ces territoires, incluant dans les municipalités incorporées. C'est ainsi que les souffleuses et charrues gouvernementales déblaient également la majorité des routes de Cap-Saint-Georges, Port-au-Port Ouest-Aquathuna-Félix Cove et Lourdes.

Selon les informations fournies au *Gaboteur* par ces municipalités, ces dernières sont responsables, ensemble, du déneigement de moins d'une trentaine de rues, soit une dizaine à Lourdes et Cap-Saint-Georges et quatre à Port-au-Port Ouest-Aquathuna-Félix Cove.

Les propriétaires qui vivent sur les allées dans les districts de services locaux (DSL), pour leur part, assument les frais du déneigement entre leur maison et la route pro-

vinciale, en donnant ce boulot à contrat ou en utilisant leur propre souffleuse.

Redevances et subventions en contrepartie

La notion de «passe gratuite» est relative pour une autre raison: les municipalités incorporées reçoivent un financement provincial dont sont privés les DSL et les zones non incorporées («Unincorporated areas» ou UIA).

À l'issue d'une bataille menée à l'échelle canadienne, le gouvernement du Canada verse aux municipalités, via les provinces, des redevances de la taxe sur l'essence. Sur la péninsule de Port-au-Port, les revenus de cette source pour la période de 2019 à 2024 inclusivement s'élèvent à 279 000\$ pour Cap Saint-Georges, 175 838\$ pour Lourdes et 168 520\$ pour Port-au-Port Ouest-Aquathuna-Félix-Cove.

Ces municipalités reçoivent également, de la province, des subventions d'opération de la part de la province, dont la hauteur est le résultat d'un savant calcul comprenant plusieurs facteurs, tel leur éloignement des services de santé ainsi que le nombre de propriétés sur leur territoire au recensement de 2011. Ce modèle, revu en 2013,



Opération déneigement sur la montagne entre Cap-Saint-Georges et La Grand'Terre.
Photo: Brandon Campbell (Archives Le Gaboteur)

détermine les subventions d'opération versées aux municipalités depuis 2015.

Pour les municipalités de la péninsule de Port-au-Port, elles représentent annuellement des rentrées de fonds provinciaux de 127 949\$ pour Cap-Saint-Georges, de 68 773\$ pour Lourdes et de 53 626\$ pour Port-au-Port Ouest-Aquathuna-Félix Cove.

Parlant de passe gratuite

Sur la péninsule de Port-au-Port, la principale bénéficiaire d'une «passe gra-

tuite» en matière de déneigement est la compagnie Atlantic Minerals, qui exploite une immense carrière de pierres calcaires sur le territoire du DSL de Ship Cove-Lower Cove-Jerry's Nose. «Cette dernière paie des taxes foncières à Corner Brook, où est situé son siège social, mais ne contribue d'aucune façon à financer les souffleuses et charrues provinciales qui circulent sur les routes qui mènent à ses installations», observe un ancien président du Comité de district de services locaux de La Grand'Terre, Dwight Cornect.

QUELLES RÉGIONS?

Jacinthe Tremblay (IJL - Réseau.Presse - Le Gaboteur)

ZOOM SUR LE «CAS» DE LA PÉNINSULE DE PORT-AU-PORT

La délimitation du territoire des futures structures de gouvernance régionale a été laissée en suspens par le groupe de travail conjoint sur la régionalisation. N'empêche, ses auteurs ont proposé deux critères pour en définir les contours: avoir une population d'au moins 5 000 habitants et une base de taxation sur la propriété de 200 millions de dollars.

Voyons voir leur application pour un des territoires de la province où vivent des francophones: la péninsule de Port-au-Port, située sur la côte ouest de l'île de Terre-Neuve.

Cette péninsule compte trois municipalités incorporées: Cap-Saint-Georges, Lourdes et Port-au-Port Ouest-Aquathuna-Félix Cove; dix Districts de services locaux, dont ceux de la Grand'Terre et de l'Anse-à-Canards-Maisons d'hiver; et une zone non incorporée, Boswarlos.

Si les deux critères proposés par le groupe de travail devaient être appliqués intégralement, on peut en toute logique déduire que ces localités seraient réunies dans une instance régionale ayant ses bureaux à Stephenville. C'est également le cas pour les communautés du versant sud de la Baie Saint-Georges. Voici pourquoi.

Le compte n'y est pas

Selon les données du recensement de 2021, la population de l'ensemble de la Péninsule de Port-au-Port compte moins de 3000 habitants. De leur côté, la population des dix communautés réunies au sein du District de services locaux de Bay St. George's South est d'un peu plus de 1000 habitants. Même en réunissant ce district avec sa plus proche municipali-

té incorporée, St. George's (1139 h.), le compte de 5000 n'y est pas.

Quant au critère de la base fiscale de 200 millions, impossible de dire si ces deux secteurs le rencontrent: à l'exception des municipalités incorporées de Port-au-Port West-Aquathuna-Félix Cove et de St. Georges, aucune localité n'a fait l'objet d'un examen par l'Agence d'évaluation municipale de Terre-Neuve-et-Labrador pour déterminer leur valeur, pour fins de taxation municipale, s'entend.

Paradoxalement, la Ville de Stephenville ainsi que ses localités voisines de Stephenville Crossing, Kippens et Port-au-Port Est pourraient, à elles seules, constituer une «région» aux fins de la réforme à venir, puisque plus de 10 000 personnes y habitent. Même qu'en se fusionnant et en accueillant quelques dizaines de nouveaux résidents, elles pourraient aspirer à rejoindre le club des municipalités de 11 000 habitants et plus qui devraient faire l'objet, selon les recommandations du récent rapport, de «considérations spéciales» - également à définir.

Cette hypothèse étant fort peu probable, il est donc logique de conclure que le possible territoire d'une structure de gouvernance régionale que nous appellerons de la Baie Saint-Georges serait à toutes fins pratiques identique à celui du secteur de l'actuel Western Services Board qui va de Gallants au District de services locaux Baie St-Georges Sud et qui inclut Stephenville et les localités avoisinantes, ainsi que la péninsule de Port-au-Port.

Le Western Service Board n'offre actuellement comme service que la collecte des déchets. «La loi actuelle lui permet d'offrir tous les services prévus dans le rapport sur la régionalisation. Ne serait-ce pas plus simple d'utiliser cette plateforme?», se demande Lloyd Harnum.

Représentation

Le récent rapport sur la régionalisation recommande que les futures instances de gouvernance régionale comptent un maximum de 15 membres élus. Ses auteurs recommandent que le nombre de sièges et les mécanismes de représentation soient déterminés par «un comité

aviseur provincial» pour la région - dont la composition est également à définir. La voix des citoyens des actuels Districts de services locaux (DSL) et de zones non incorporées serait désormais entendue uniquement dans cette instance.

Les municipalités incorporées y auront-elles d'office un siège? Si tel est le cas, leurs représentants seront-ils d'office des élus municipaux? Le ministère étudie la question. Lors d'une récente conférence devant la Newfoundland and Labrador Planners Association, les représentantes du ministère des Affaires municipales ont indiqué que la création de wards dont les représentants feraient l'objet d'élections distinctes est aussi à l'étude.

Dans l'hypothèse d'une instance de gouvernance régionale de la «Baie Saint-Georges» et de sièges de facto réservés à ses huit municipalités incorporées, les 7 autres sièges seraient répartis entre les citoyens de la quinzaine de DSL de cette région. Les auteurs du rapport soulignent que la représentation des citoyens devra être équitable. Sur quelle base cette équité sera-t-elle comprise? Encore une fois, cette notion reste à définir.

CHRONIQUE À TEMPS PERDU

LE PRÉSENT AU BORD DU GOUFFRE

J'ai déjà eu l'occasion de le dire dans ces pages, la pandémie aura bouleversé notre rapport au temps. Notamment lors des différents confinements, la dépossession des marqueurs ordinaires de nos routines aura eu pour effet que nos jours, nos mois - nos années? -, en viennent à se ressembler, à s'indifférencier, à fondre l'un dans l'autre. Deux ans où le temps de notre vie aura pris les apparences d'une bouillie sur laquelle notre mémoire peut difficilement avoir de prise. Suspension solidaire du temps et de notre capacité à faire mémoire.

Patrick Renaud

2022 cependant semble vouloir réorganiser notre expérience du temps. Or cette réorganisation n'opère pas un retour à la normalité du temps, celui des travaux et des jours. Le tissu de 2022 est au contraire constitué à partir d'un assemblage d'apparitions du passé. Comme si le temps régressait. Comme si le disque du passé sautait et faisait jouer un air qu'on croyait révolu.

Par exemple, à partir de Montréal, au moment où j'écris ces lignes, s'organise une manifestation étudiante qui est à la fois un acte de mémoire du Printemps étudiant de 2012 et un prolongement de la lutte pour l'un des idéaux politiques qui hantent la modernité québécoise depuis les années 1960, soit la gratuité scolaire. Les rues sont saturées de rouge, à nouveau. Des slogans enfouis dans nos corps depuis dix ans résonnent dans l'espace de la ville, à nouveau.

Puisque l'Histoire aime multiplier les ironies, nous apprenions aussi que Jean Charest, l'ancien premier ministre libéral québécois qui a été éjecté du pouvoir par ce même mouvement étudiant il y a dix ans, effectue un retour en politique. La politique a elle aussi ses propres fantômes.

Le retour de la guerre

Mais bien sûr, le marqueur le plus frappant de ce temps de la *revenance*, est le retour tragique de la guerre en Europe. Le cauchemar que vivent les Ukrainiens est l'occasion, pour l'Europe et pour l'Occident, d'un réveil brutal. Après près de quatre-vingt ans où a pu s'instaurer en Europe l'idéal d'une paix perpétuelle entre des nations assagies par la douceur du commerce et de la mondialisation libérale, peut-être cette paix n'était-elle qu'un rêve trop beau pour être vrai¹, ou une parenthèse trop exigeante pour qu'elle puisse durer.

La guerre revient. Les images de la guerre, aussi. Des villes ravagées. Des scènes de désolation que, jusqu'à tout récemment, on pouvait consommer grâce au cinéma et à ses fictions². Les plus âgés évoquent la Deuxième Guerre mondiale, voyant ré-

pétées aujourd'hui les horreurs d'hier. Ils revivent leur enfance.

La violence de ces images et de la situation est première et bien réelle. Mais elle est redoublée par l'impression que cette violence n'a plus sa place aujourd'hui, qu'elle devrait être chose du passé. Une amie, peu politisée, mais lucide, de dire: «Je pensais qu'on en avait fini avec ça». Et pourtant, ça revient.

La guerre est, en générale, une «inversion habituelle des valeurs de la société» en ce qu'elle oblige au meurtre: il faut tuer³. D'où d'emblée son inhumanité. Mais cette guerre-ci est, en particulier, à la fois inhumaine, immorale et *anachronique*; ce qui ne fait qu'intensifier l'espèce de consternation généralisée que suscite cette guerre «à l'ancienne».

Le présent brûle, le futur aussi

Or cette actualité traversée par le passé n'est pas sans conséquence dans la mesure où elle peut nous faire oublier que le futur est en train de se décomposer. Alors qu'éclatait la guerre en Ukraine, très peu d'attention médiatique a été portée à la publication du dernier rapport du GIEC qui, encore une fois, sonne l'alarme sur la question des changements climatiques.

Le rapport est sans équivoque: les effets des changements climatiques à la fois sur les écosystèmes et sur la vie humaine sont gravissimes. Et si rien n'est fait, ils n'iront qu'en empirant. Hoesung Lee, président du GIEC, de déclarer que «le changement climatique fait peser une menace grave et grandissante sur notre bien-être et la santé de la planète»⁴. Et cette menace deviendra de plus en plus «complexe» et «de plus en plus difficile à gérer». La maison brûle bel et bien, comme l'avait indiqué Greta Thunberg. Le GIEC le confirme, tout en indiquant qu'elle brûle beaucoup plus rapidement que prévu.

La clef de voûte de la lutte contre les changements climatiques est connue: une réduction rapide et forte des émissions des gaz à effet de serre. Ce qui passe nécessairement par une réduction dras-



Peinture: La tentation de Saint-Antoine (circa 1501) du peintre Jérôme Bosch.

tique de notre consommation d'énergies fossiles. Or, sur cette question, nous n'en faisons pas assez. Le secrétaire général de l'ONU parle même, à ce sujet, d'une «abdication de leadership criminelle» de la part de nos dirigeants politiques⁵.

Certains dirigeants sont cependant plus «criminels» que d'autres. On peut penser à ces politiciens fédéraux⁶ qui essaient, dans le contexte de la guerre en Ukraine, de relancer l'idée de l'importance de développer des nouveaux pipelines canadiens pour contrer l'influence et l'importance du pétrole russe sur les marchés mondiaux. Crise, opportunité... Pensons aussi à la défense du projet d'exploitation offshore de Bay du Nord ici même à Terre-Neuve. L'actualité internationale devient donc l'occasion d'une nouvelle circulation de discours sur l'énergie qui doivent être dépassés et enfouis.

Ces discours doivent être compris pour ce qu'ils sont: des vestiges du passé, des phrases anachroniques. Or ces anachronismes sont particulièrement dangereux dans la mesure où ils dessinent une image (fausse) d'une «transition» énergétique (faussement) «responsable» qui nous mène (en vérité) vers la catastrophe qui est déjà écrite dans l'atmosphère surcarbonisée, les forêts qui brûlent, les rivières qui s'assèchent et les espèces animales et végétales qui disparaissent. Bref, ces discours nous empêchent de voir que notre inaction présente structure la destruction du temps et de la vie.

Les personnes qui portent ces discours doivent également être vues pour ce qu'elles sont: des fantômes. Et le truc avec les fantômes, c'est qu'ils veulent rarement notre bien. Tirons-en les leçons. Écoutons plutôt la parole des vivants.

1 Voir l'intervention de Bruno Latour «Quelles entre-deux-guerres» publiée le 3 mars 2022 disponible en ligne.

2 Je pense notamment à une des scènes du film *Le Pianiste* de Roman Polanski, où le personnage joué par Adrien Brody erre à travers les rues d'une ville complètement massacrée par les bombes.

3 Pierre Conesa, «Comment arrive-t-on à la guerre?». Entrevue avec Thinkerview, disponible en ligne.

4 Citation tirée du communiqué de presse du 28 février 2022 qui a accompagné la publication du rapport. Le communiqué est disponible en ligne.

5 Intervention lors de la conférence de presse de la publication du rapport du GIEC. La transcription de l'intervention est disponible en ligne.

6 Jean Charest et Pierre Poilievre, les deux principaux candidats dans la course à la chefferie du Parti conservateur du Canada, sont notamment «ouverts» à l'idée de construire des nouveaux pipelines.

Le GABOTEUR

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 206
St. John's (TNL) A1C 1G8

709 753-9585



Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier, président
Ysabelle Hubert, vice-présidente
Nancy Boutin, administration
Maude-Julia Blanchet, trésorière
Andrée Thoms, secrétaire
Contact : ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général et rédacteur en chef

Cody Broderick - dg@gaboteur.ca

Adjointe à la rédaction

Rose Avoine-Dalton - stage@gaboteur.ca

Mise en page

Jessie Meyer

Ont collaboré à ce numéro

Jacinthe Tremblay, L'Andalou, Patrick Renaud,
David Beauchamp, Mohamed Salah Eddine Madiou,
Amélie Barsalou, Coline Tisserand

Impression : Advocate Printing

Distribution (dernier numéro) : 700 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale

Lignes agates marketing, anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador Saint-Pierre et Miquelon

Le Gaboteur Inc.

info@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA

Papier + numérique : 35 \$

Numérique (Canada) : 25 \$

INTERNATIONAL

Numérique : 30 \$

Papier + numérique : 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnement



FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2019
pour la rédaction journalistique

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2020
meilleur projet spécial
meilleur article communautaire

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2020
meilleur article arts et culture
meilleur annonce fabriquée maison

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2021
meilleur projet numérique de l'année

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur article d'actualité, meilleur article
communautaire et meilleur projet spécial imprimé

LE GABOTEUR INC. est membre de du
Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer
la Fondation Donatien Frémont.

DROITS DES TRAVAILLEURS

David Beauchamp (IJL - Réseau.Presse - Le Gaboteur)

PLUS QU'UNE QUESTION DE SALAIRE: WORKERS ACTION NETWORK NL

Le 1^{er} avril, le salaire horaire minimum à Terre-Neuve-et-Labrador est passé à 13,20\$ et à 19,80\$ pour les heures supplémentaires, ce qui représente une hausse de 45¢ par rapport au précédent taux horaire de base en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2021. L'organisme Workers Action Network NL, créée en février 2022 pour aider les ouvrières et ouvriers à revendiquer leurs droits, juge cependant que la hausse du salaire minimum n'est pas satisfaisante pour assurer une qualité de vie optimale aux travailleuses et travailleurs de la province.



Mark Nichols est un organisateur du Workers Action Network. On le voit ici, à l'extrême droite de la rangée du fond, lors de sa visite éducative au Workers' Action Centre de Toronto en décembre dernier. Photo: Courtoisie Mark Nichols

Pour l'activiste et organisateur communautaire Mark Nichols, la création de l'organisme fait suite à un besoin pressant à Terre-Neuve-et-Labrador de mieux protéger les travailleurs et travailleuses. Alors que d'autres provinces canadiennes comptent des associations d'ouvriers et ouvrières depuis au moins une vingtaine d'années, Workers Action Network NL a été mis sur pied en février dernier pour combler le vide dans la représentation de la force de travail dans la province.

«Collectivement, on a plus de poids»

La volonté initiale de l'organisme était de coordonner un réseau de travailleurs et de travailleuses à bas revenus ou en situation de précarité et de lutter pour qu'ils et elles obtiennent un travail décent. Il importait de s'organiser collectivement afin de mettre sur pied un meilleur rapport de force entre employé et employeur.

«Ce que nous voulons faire est créer un espace où les travailleurs et travailleuses peuvent se réunir pour discuter des questions concernant leurs conditions de travail et explorer des manières de se mobiliser et revendiquer leurs droits», explique Nichols au sujet de l'organisme.

Il ajoute que traditionnellement, les gens tendent à associer le mouvement ouvrier aux syndicats.

Pour l'organisme cependant, le mouvement ouvrier transcende la simple question de la syndicalisation. Chaque travailleur ou travailleuse devrait obtenir le salaire et le soutien auquel il a droit, peu importe le degré de protection et d'assurance que son employeur lui offre, qu'il soit syndiqué ou non.

Les horaires au-delà du salaire

En plus de considérer l'augmentation du salaire minimum mentionnée plus haut comme une mesure nettement insuffisante, Nichols souligne que la question des horaires de travail est un problème auquel il faut s'attarder.

Depuis sa création, l'organisme fait des demandes auprès du gouvernement afin d'implanter un cadre de travail officiel concernant les horaires. À cet effet, l'implantation de lois permettrait de donner une marge de manœuvre à plusieurs travailleurs et travailleuses pour qui il est difficile de planifier leurs dépenses. «[Ils] ne peuvent pas organiser leur vie à l'extérieur du travail, autant au niveau du paiement de leur loyer ou de leur épicerie que du temps accordé pour leurs loisirs», explique Nichols à propos des conséquences d'une telle absence de cadre législatif.

L'activiste suggère la création d'un code du travail qui obligerait les employeurs à offrir

des horaires fixes à leur main-d'œuvre pour améliorer la qualité de vie des salariés. «Avec un horaire fixe, l'employé peut organiser sa vie hors du travail et éviter les mauvaises surprises financières ou devoir changer ses plans à la dernière minute», précise-t-il.

Décalage entre la loi et la réalité

En plus de la question des horaires, il y a la question des lois encadrant le travail dans la province, considérées désuètes par l'organisme. La Loi sur les normes du travail (*Labour Standards Act*) a été ratifiée en 1990 et malgré quelques amendements au fil du temps, Nichols souligne qu'elle n'est plus représentative du monde du travail aujourd'hui. Il cite en exemple les cas de Uber Eats ou de Skip the Dishes, services de livraison de nourriture en ligne qui

n'existaient pas à l'époque où ces lois ont été écrites.

«Beaucoup de travailleurs étrangers travaillent pour Skip ou Uber et n'ont absolument aucune protection. Le gouvernement provincial ne les considère même pas comme des employés à part entière», affirme l'activiste au sujet des personnes issues de l'immigration œuvrant pour ces deux chaînes et qui, bien souvent, ne connaissent pas leurs droits individuels ni le code du travail.

L'organisateur communautaire propose que le gouvernement provincial modernise la loi pour la rendre plus représentative du monde du travail aujourd'hui. Cela implique d'y intégrer la livraison de nourriture et toutes autres nouvelles professions qui n'existaient pas en 1990 en plus d'ajouter le télétravail comme enjeu professionnel important. Qui plus est, Nichols incite les

gouvernements provincial et fédéral à se pencher sur la question de l'immigration pour régulariser le statut des travailleuses et travailleurs étrangers afin de mieux prévenir les cas d'abus, voire d'exploitation.

«On punit beaucoup la pauvreté dans cette province [...] Malgré tout, il y a un grand support populaire pour faire changer les choses et faire modifier les lois», affirme Nichols avec optimisme. L'organisme mène des campagnes permanentes pour les congés maladie payés et pour obtenir du travail décent pour chaque travailleur et travailleuse dans la province.

Pour en apprendre plus sur le Workers Action Network NL et les ressources que l'organisation offre, rendez-vous sur sa page Web: www.workersactionnl.ca



formationoffreactive.ca
activeoffertraining.ca

Formation interactive en ligne sur l'offre active des services de santé en français

- ❖ Formation **GRATUITE**
- ❖ S'adresse aux gens qui **travaillent** ou qui **étudient** dans le domaine de la **santé** ou **en soins communautaires**
- ❖ Disponible en **français** et en **anglais**
- ❖ Possibilité d'obtenir des **crédits d'apprentissage continu**

Sensibiliser à la valeur de l'offre active

Amener à **prendre conscience** du rôle **important** à jouer pour assurer une **amélioration durable** de l'offre active

Promouvoir la **sécurité** et la **qualité des soins** pour les patients et les clients

Offerte par :



Financée par :



Santé
Canada

Health
Canada

CÉLÉBRER ET LUTTER POUR LA DIVERSITÉ

Le mois de mars marque le mois du multiculturalisme à Terre-Neuve-et-Labrador. Avec la Journée internationale de la Francophonie, le 20 mars, et la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le 21 mars, la fin du mois a été marquée par de nombreuses célébrations - et luttes - pour la diversité. (CB)

«Un statut pour tous»: les migrants manifestent!

Des étudiants sont descendus dimanche le 20 mars au parc de Harbourside à St. John's pour demander au gouvernement fédéral d'accorder un statut d'immigration complet et permanent pour tous les migrants.

Mohamed Salah Eddine Madiou | IJL - Réseau.Presse - Le Gaboteur



Maya, l'une des organisatrices principales du rassemblement, s'adresse à la foule. Photo: Mohamed Salah Eddine Madiou

S'inscrivant dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, célébrée annuellement le 21 mars, ce rassemblement avait pour but d'appeler la communauté migrante de St. John's à continuer à combattre l'inégalité sociale et la discrimination raciale qui continuent d'entraver les efforts d'intégration de nombreuses personnes issues de l'immigration. Organisé par la division provinciale de l'organisme Migrant Students United, qui est un mouvement mené par des étudiants militant pour les droits des migrants et des réfugiés, l'événement décrivait les méfaits du racisme, la xénophobie et les sources d'intolérance qui s'y rattachent. Il présentait le migrant comme source d'innovation, de travail, et de dynamisme et mettait en valeur la richesse et la force de la différence ainsi que l'importance des rapprochements et des échanges interculturels.

MOINS DE RESTRICTIONS POUR PLUS D'INCLUSION

Lors du discours d'introduction, la porte-parole de cet événement, Maya, a mis en exergue l'objectif général du rassemblement: «défendre les droits du migrant et contribuer à son inclusion sociale». Ceci implique, selon elle, que «nous devons tous ensemble éliminer la discrimination raciale, l'injustice sociale, le racisme et les discours de haine afin de construire un monde respectueux et paisible où chacun, y compris les migrants et les réfugiés, béné-

ficie d'un accès aux ressources lui permettant de contribuer concrètement à toutes les facettes de la société».

Après avoir souligné l'objectif général de l'événement, les organisateurs ont abordé la question des pratiques raciales et discriminatoires qui touchent l'étudiant international ou ce qu'ils préfèrent appeler «l'étudiant migrant». Selon eux, l'expression «étudiant migrant», contrairement à «étudiant international», est beaucoup plus inclusive puisqu'elle ne se limite pas à ceux et celles qui étudient à l'université seulement.

Selon Laurena Lucinda Fernandez, l'une des organisatrices et aussi étudiante en études de genre et linguistique à l'Université Memorial, l'un des buts du rassemblement est de «dénoncer les restrictions auxquelles l'étudiant migrant est aujourd'hui confronté».

«Par exemple, le nombre d'heures de travail autorisées sous permis d'étude est de 20 heures seulement par semaine, ce qui n'est pas suffisant. À cause de la pandémie et de la cherté de la vie, l'étudiant est obligé de travailler plus de 20 heures par semaine, ce qui est non seulement abusé mais aussi mauvais pour l'engagement scolaire. Aussi, nous payons des taxes mais n'avons pas accès à beaucoup de ressources et à des aides financières», ajoute-elle.

Dominica Laupella, une autre organisatrice et aussi une ancienne étudiante en géographie y est allée d'une tirade bien

sentie contre la forte inflation des frais de scolarité et relate sa propre expérience en tant qu'étudiante diplômée avec le Régime d'assurance-soins médicaux provincial, qui n'a pas voulu renouveler sa couverture d'assurance MCP en pleine pandémie parce qu'elle n'était plus étudiante.



«Personne n'est illégal», lit-on sur la pancarte. Photo: Mohamed Salah Eddine Madiou

Sur cette base, les organisateurs demandent au gouvernement fédéral un allègement administratif et l'adoption d'un régime d'immigration plus souple, qui soit conforme aux difficultés sanitaires du moment et qui prend en considération la situation délicate du migrant en général et de l'étudiant migrant en particulier. En outre, ils demandent une élimination de la limite horaire du permis d'étude qui permettra à l'étudiant migrant de gagner plus d'argent et de subvenir adéquatement à ses besoins. Par ailleurs, ils réclament la possibilité de prolonger et de renouveler leurs permis d'études après son expiration.

LA RÉSIDENCE PERMANENTE

Toutefois, les organisateurs sont conscients que le seul moyen d'avoir accès à tous ces débouchés à la fois est d'avoir la résidence



«Unis contre le racisme. Statut pour tous!» Photo: Mohamed Salah Eddine Madiou

permanente. Ainsi, ils ajoutent une autre revendication à leur liste: «un statut pour tous». Les organisateurs exhortent le gouvernement à offrir à tous les migrants des voies d'accès plus faciles et immédiates à la résidence permanente et à régulariser toutes les personnes migrantes, sans exception, notamment pour permettre un meilleur accès aux soins de santé, qui est d'autant plus essentiel en pleine pandémie de COVID-19.

À cet égard, Maya, explique que «les migrants ont été vivement touchés par la pandémie et se sont retrouvés sur la ligne de front. Le gouvernement doit leur attribuer un statut d'immigration stable qui améliorera leur qualité de vie et qui leur permettra de progresser dans leur inclusion sociale». Dans le même sens, Laurena ajoute que «la pandémie continue d'affecter le quotidien des migrants et des étudiants migrants. La seule façon de contourner ces difficultés est d'avoir la possibilité de demander la résidence en toute facilité, ou du moins d'avoir accès aux mêmes ressources que les citoyens canadiens et les résidents». Il est important de souligner que sans accès aux prestations gouvernementales et sans couverture de soins de santé, les migrants se trouvent dans une position hautement vulnérable face à la crise sanitaire.

Il est aussi important de rappeler que plusieurs organismes et mouvements associatifs étaient présents à cet événement, à savoir Black Lives Matter, Canadian Federation of Students, Workers Action Network, et Migrant Students Movement.



Photo: Mohamed Salah Eddine Madiou

PARTAGE DE CULTURE POUR FAIRE RAYONNER LA DIVERSITÉ

Sharing Our Cultures, une association qui vise à rapprocher les élèves de cultures différentes et à favoriser l'inclusion sociale, a organisé la 22^e édition de son événement annuel au musée The Rooms du 20 au 23 mars dernier. **Cody Broderick**



Les élèves de l'école secondaire Gonzaga de St. John's Daniel Luka du Sud-Soudan, Sabaoura Hibrahim du Cameroun, Hope Kissinger et Ushindi Kabasele du Congo, et Angelina Goulet de l'Ontario, sont tous et toutes membres de la troupe des Gonzaga Afrodancers. Photo: Cody Broderick



Le chant guttural inuit est traditionnellement composé de deux femmes chantant face à face jusqu'à ce que le flux soit interrompu par une erreur ou un rire. Comme cela fut expliqué à l'occasion du spectacle, les mères inuites pratiquaient historiquement le chant guttural pour apaiser leurs bébés difficiles, planqués dans leurs capuches. Photo: Cody Broderick

Comme l'a souligné Lloydetta Quicoe, fondatrice et directrice de l'organisme Sharing our Cultures, lors de l'introduction de son événement annuel le 20 mars dernier, «les bonnes choses viennent par trois». Avec la Journée internationale de la francophonie le 20 mars, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale le 21 mars, et le Mois du multiculturalisme qui se prolonge tout au long du mois de mars, l'événement s'est tenu à un moment idéal afin de mettre en valeur les différentes cultures qui cohabitent dans la province.

Au lieu d'organiser une exposition d'art en bonne et due forme comme on en voit souvent aux musées, l'événement a plutôt voulu mettre à l'honneur la jeunesse et une diversité de traditions culturelles. Les 800 élèves qui ont pu visiter le musée, ainsi que des membres du public, ont découvert une vingtaine de kiosques tenus par 55 élèves de 5 écoles différentes, valorisant leurs propres cultures en provenance du monde entier. De l'Asie, du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Europe et même de Terre-Neuve-et-Labrador, la

musique, les vêtements, la nourriture et les sports du monde entier ont occupé, quelques jours durant, l'espace du musée.

DES PERFORMANCES ET PRÉSENTATIONS DE PARTOUT

Lors de l'ouverture le 20 mars dernier, à laquelle ont assisté la lieutenant-gouverneure Judy Foote et le député libéral provincial de St. John's Est-Quidi Vidi John Abbott, une jeune francophone a ouvert le bal avec son jeu d'accordéon. Juliette Mini, qui tenait également son propre kiosque sur la tradition de la galette des rois en France, a ainsi rempli le musée des airs de son instrument. Après un petit spectacle comprenant les chansons «Mussels in the Corner», «Herb Reid», et «The Finnish Polka», le public est parti à la découverte de pays et de cultures des quatre coins du monde, tous réunis dans un même lieu.

Les spectacles étaient nombreux au cours de ces quatre jours. Des musiciens et des danseurs d'origines diverses ont assuré des performances pour les écoles visiteuses et le grand public. En plus de ces airs terre-neuviens, les sessions de chant guttural et de danse au tambour inuit du groupe Kilautiup Songuninga-Strength of the Drum, quelques chansons de la chorale francophone la Rose des Vents ainsi que les mouvements rapides des Gonzaga Afrodancers ont captivé l'attention des spectateurs qui se sont groupés dans les escaliers du musée pour essayer d'avoir la meilleure vue possible!

Que vos pieds soient fatigués d'avoir tapé pour marquer le rythme des chansons ou qu'ils le soient d'avoir marché de kiosque en kiosque pour vous imprégner de toutes ces différentes cultures, vous serez repartis du musée avec une meilleure appréciation de la diversité qui se trouve ici.

Des cadeaux qui font une différence

Cody Broderick

Alors que certains kiosques ont offert un avant-goût de la culture, que ce soit par de la nourriture, de la musique, des vêtements ou des créations artisanales, l'entreprise sociale de Sharing Our Cultures, Impactful Gifts, s'est assurée que les visiteurs puissent quitter le musée avec un souvenir pour se rappeler des différentes traditions rencontrées au cours de l'événement.

Emma Matthews, qui tenait le kiosque-boutique au musée The Rooms, explique que l'entreprise sociale se veut un moyen de briser certaines des barrières auxquelles sont confrontés les étudiants immigrés lorsqu'ils s'installent dans la province, notamment en leur offrant une expérience de travail.

Depuis 2021, le programme offre aux étudiants nouvellement arrivés dans la province la possibilité d'apprendre à coudre et de créer des sacs, de recevoir de l'aide pour la rédaction de leur CV et même de l'aide avec leurs devoirs. Le programme propose également des formations autour de thèmes comme la sécurité sur Internet et le système bancaire au Canada.

Ouverts aux jeunes nouveaux arrivants de 15 à 21 ans à St. John's, ceux qui souhaitent s'inscrire au programme peuvent le faire tout au long de l'année en visitant le site web de Sharing Our Cultures: www.sharingourcultures.com/impactful-gifts.



Juliette Mini, qui tenait son propre kiosque sur la tradition de la galette des rois en France, a également joué quelques airs sur son accordéon à l'ouverture de l'événement pour une foule qui a rempli la salle. Photo: Cody Broderick



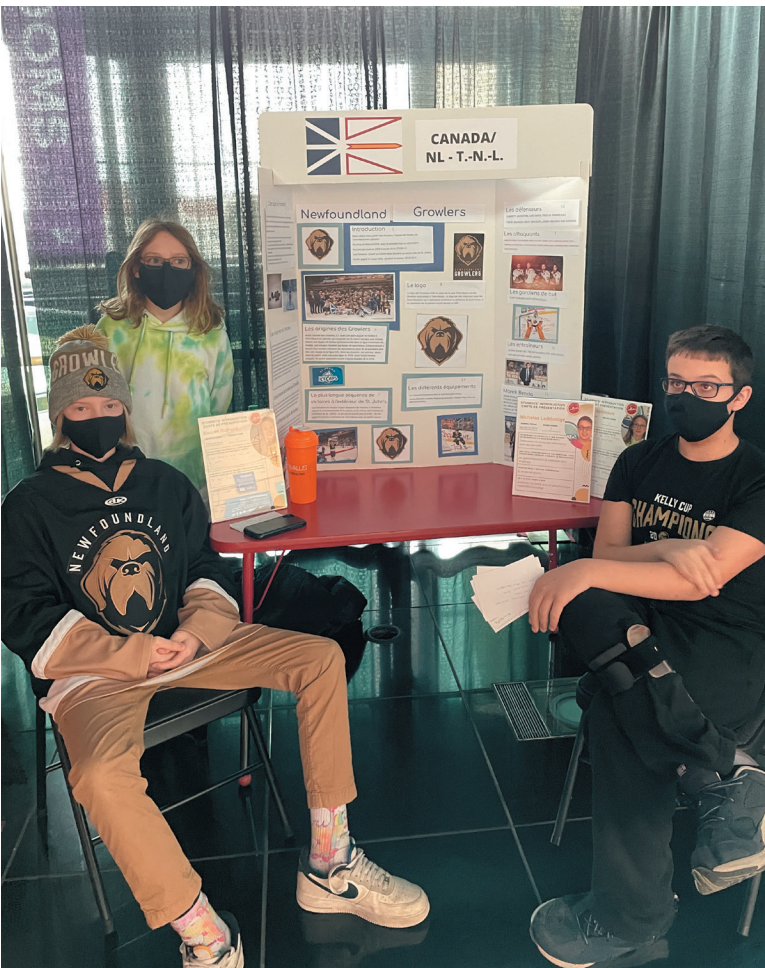
Emma Matthews a tenu le kiosque d'Impactful Gifts lors de l'événement annuel de Sharing Our Cultures. Mais il est également possible d'acheter leurs sacs en ligne, sur le site Web www.impactful-gifts.com. Photo: Cody Broderick

SUITE EN PAGE 8

SUITE DE LA PAGE 7



Le groupe labradorien, Kilautiup Songuninga-Strength of the Drum, a montré aux participants des chants et des danses traditionnels inuits. Tout en dansant en cercle au rythme des tambours, ou des *qilaut*, les artistes inclinaient les tambours d'un côté à l'autre pour frapper les bords avec une batte en bois, ou *qatuk*. Photo: Cody Broderick



Revêtus de leurs maillots, Kasam Richard, Nicholas Lethbridge et Ethan Jamieson, des élèves de 7^e année de l'école Rocher du Nord à St. John's, ont partagé leur amour du sport lors de l'événement Sharing Our Cultures. Bien que jeunes, leur présentation des Newfoundland Growlers prouve qu'ils sont déjà des experts de hockey. Photo: Cody Broderick



Kathleen Manuelen, élève de 12^e année à l'École Waterford Valley High à St. John's, et Nicolette Olivar, qui est en 12^e année à l'École Queen Elizabeth Regional High à CBS, ont proposé une présentation sur les traditions de Noël aux Philippines. Avec des célébrations qui commencent en septembre, Noël aux Philippines dure beaucoup plus longtemps que Noël à Terre-Neuve-et-Labrador. Au lieu d'une messe de minuit, la tradition aux Philippines est d'assister à neuf messes(!), après lesquelles un vœu peut être exaucé. Cette tradition s'appelle Simbang Gabi. Photo: Cody Broderick

SOUPER MULTICULTUREL à St. John's

Le 20 mars dernier, le COMPAS et Franco-Jeunes de Terre-Neuve et du Labrador ont organisé un souper multiculturel au Centre des Grands-Vents de St. John's. Un peu plus d'une trentaine de personnes de plusieurs horizons culturels s'y sont réunies pour faire l'éloge de ce qu'elles ont en commun: la langue française. **Amélie Barsalou**

Ce fut une soirée bien animée pour le premier événement en présentiel organisé par le COMPAS depuis l'arrêt de leurs activités en juillet dernier.

Pour Mehdi Jaouhari, coordonnateur de COMPAS, qui en était à l'organisation de son premier grand événement au sein de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, «l'idée [de la soirée] était de souligner la francophonie dans sa diversité au sens large».

UNE SOIRÉE POUR VALORISER LA DIVERSITÉ

Après une présentation du réseau d'organisateur de l'événement, ceux-ci laissèrent la place à la jeune artiste Maia Mckeown. Accompagnée de son violon, de sa guitare ou encore de son ukulélé, elle donna un concert de près d'une heure en interprétant de nombreuses chansons d'ici et d'ailleurs. Pour terminer, les personnes présentes se sont rassemblées autour d'un repas mexicain, gracieuseté de Soul Azteka Catering.

En plus de souligner le Mois du multiculturalisme et la Journée internationale de la francophonie cette journée-là, le 21 mars est également la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale décrétée par l'ONU.

«C'était super important de [les] souligner pour nous pour la simple raison que l'avenir de la francophonie et du multiculturalisme dans notre province sera dicté par le degré d'ouverture des communautés accueillantes et leur prédisposition à créer des ponts avec les nouveaux arrivants», explique Mehdi Jaouhari.

Il souhaite que ceux et celles qui ont grandi avec le français, que ce soit en milieu minoritaire ou majoritaire, ou encore qui en ont hérité par la

colonisation, puissent tisser des liens afin de créer «une francophonie résiliente et inclusive».

Avec l'allègement des mesures sanitaires en vigueur dans la province, de nombreuses activités pour les nouveaux arrivants seront de retour sous peu, y compris les cafés-rencontres ainsi que le programme de jumelage entre nouveaux arrivants et personnes de la communauté d'accueil. Si vous souhaitez en savoir plus sur les activités ou donner du temps au COMPAS en tant que bénévole, veuillez contacter Mehdi Jaouhari par courriel au compas@fftnl.ca.



Maia Mckeown, chanteuse et multi-instrumentiste âgée de 11 ans. Photo: Amélie Barsalou



Bikwra Gebrezghi et Heaven Ketema, deux élèves de 10^e année à l'École Prince of Wales Collegiate, partagent du pain traditionnel d'Erythré, leur pays d'origine en Afrique. Le pain, injera, est fait à partir de teff, une graine minuscule et ronde qui pousse dans la région. Photo: Cody Broderick

ANIMAUX

Rose Avoine-Dalton

LES OISEAUX DE L'ÎLE

Connaissez-vous les oiseaux de Terre-Neuve? L'équipe du *Newfoundland Breeding Bird Atlas* (ou l'Atlas des oiseaux nicheurs de Terre-Neuve en français) est experte en la matière.

Depuis le mois de janvier, elle offre des ateliers gratuits pour quiconque — des plus petits poussins aux plus vieux corbeaux — veut en apprendre plus au sujet des différentes espèces vivant sur l'île. Moineaux, chardonnerets, gros-becs et plus encore... Voici un aperçu de quelques-unes des vingt espèces d'oiseaux présentées dans le cadre de l'atelier du 7 mars dernier.

Pour la septième semaine de la série d'ateliers *The Birds of Newfoundland* («Les oiseaux de Terre-Neuve»), plus de cent personnes se sont jointes à l'événement pour découvrir les moineaux, gros-becs et pinsons de la province. Les participants venaient de partout, de St. John's à Glovertown, du

Québec jusqu'à la Floride. Comme l'a noté l'animatrice, Jenna McDermott, plusieurs personnes — des ornithologues passionnés — participent aux rencontres depuis le début, et d'autres n'avaient jamais même pensé à faire de l'observation des oiseaux avant le début de cet atelier!

LES MOINEAUX

La première des trois familles analysées est celle des moineaux. Et la présentatrice de l'atelier a choisi de commencer la soirée avec un défi! «Les moineaux sont une famille assez difficile à identifier — surtout si vous êtes débutant en ornithologie — parce que ce [...] sont typiquement des petits oiseaux, et qu'ils se cachent souvent dans les buissons, difficiles à voir.»

Ses petits oiseaux bruns utilisent leurs becs coniques pour ouvrir des graines en hiver et collecter des insectes pendant l'été, et la plupart des moineaux qui habitent dans la province migrent vers le sud l'hiver pour échapper à notre climat difficile.

Les moineaux des savanes (*Savannah sparrow* en anglais) sont facilement reconnaissables avec leur plumage jaune pâle. Ils n'habitent pas dans les forêts, mais «On les trouve en fait dans des habitats ouverts, comme des zones herbeuses avec de petits arbustes ou des marécages, et on les trouve partout à Terre-Neuve», explique Jenna McDermott. Photo: Wikimedia Commons



COMMUNAUTAIRE

Rose Avoine-Dalton

UNE CHASSE AU TRÉSOR... POUR DE L'ART

Le mois d'avril amène avec lui — la plupart des années — le véritable début du printemps terre-neuvien. Pouvez-vous deviner ce qui vient de pousser dans les locaux de onze entreprises de la région? Non, ce n'est pas des crocus, ou des tulipes, mais des œuvres d'art!

En partenariat avec l'entreprise sociale Guide to the Good, Dominique Hurley, artiste d'origine franco-ontarienne, a organisé une chasse au trésor qui place soixante de ses tableaux originaux dans des magasins et restaurants de tous genres à travers la région métropolitaine de St. John's.

Pour participer, il faut se rendre, entre le 1^{er} et le 30 avril, à chacun des onze emplacements où figurent les peintures. Mais ce n'est pas tout! Rendu en face de l'œuvre d'art, il faut répondre à deux questions dans le formulaire de la chasse au trésor: une sur la peinture elle-même, et une autre au sujet de l'entreprise qui l'héberge.

«J'ai découvert des magasins dans lesquels je n'étais jamais rentrés dedans, j'ai eu de super belles conversations avec les propriétaires et ceux qui travaillent là, j'ai acheté de nouvelles choses que j'ai bien aimées!», témoigne l'artiste de ses belles excursions lors de la planification de la chasse au trésor. «J'ai une vision d'encourager la communauté à faire pareil, à sortir,

à s'amuser et aller découvrir de nouveaux magasins et à parler aux gens dans les magasins».

L'aventure mène les participants du centre-ville de St. John's jusqu'au Grounds Café à Portugal Cove-St. Philip's, où se trouve une plus grande exposition d'art de l'organisatrice. Les participants auront même la chance de mettre la main sur un trésor à la fin de chasse: le gagnant du tirage repartira avec une de ses peintures préférées de l'exposition!



Le formulaire de la chasse au trésor est disponible via ce code QR, ou en version PDF sur le site web de Dominique Hurley. Il peut être imprimé et déposé au Grounds Café à la fin de l'aventure. Photo: Courtoisie Dominique Hurley

SUITE EN PAGE 10

LES FRINGILLIDÉS

Une énorme famille d'oiseaux, les fringillidés sont présents sur tous les continents à l'exception de l'Antarctique. Elle comprend plus de 200 espèces d'oiseaux, par exemple les euphories, les pinsons des arbres ou les gros-becs.

Les sizerins flammés

Parmi les quelques espèces d'oiseaux qui restent sur l'île et qui affrontent donc l'hiver terre-neuvien, il y a le sizerin flammé, membre de la grande famille des fringillidés.

Bien que les sizerins flammés aiment vivre dans les forêts de conifères et les forêts mixtes sur l'île, ils peuplent malgré tout les régions plus au nord. Ils aiment fréquenter les mangeoires à oiseaux, alors faites attention si vous en avez une dans votre jardin, vous pourriez bien apercevoir un de ces mignons petits animaux!



Chaque sizerin flammé a une tache rouge écarlate sur le front et un bec pointu jaune qu'il utilise pour manger des graines. Les mâles par contre se distinguent en apparence des femelles avec leur poitrine rouge, comme on peut le voir dans cette photo. Photo: Wikimedia Commons

Les becs-croisés des sapins

Cet oiseau coloré a une structure de bec particulière à son mode d'alimentation, «la mandibule du bas et la mandibule du haut, les deux sections ne sont pas plates l'une par rapport à l'autre». Les Becs-croisés des sapins se nourrissent notamment des cônes de conifères. «Ce qu'ils font, c'est qu'ils insèrent leur bec partiellement ouvert dans une fissure du cône, puis ils ferment la base du bec, ce qui force la fissure à s'ouvrir et ils peuvent y mettre leur langue et sortir une graine», dit l'animatrice en faisant des formes avec ses doigts pour essayer d'expliquer la technique de l'oiseau.



Ici, le plumage vert de la femelle lui permet de se cacher dans le feuillage des arbres tandis que les mâles, presque à l'opposé du spectre des couleurs, ont une teinture rouge foncé. Les ailes brunes, typiques aux deux sexes, sont un trait permettant de différencier cet oiseau d'autres espèces à bec croisé qui ont en général les ailes blanches. Photo: Wikimedia Commons

Pour plus d'informations sur l'Atlas des oiseaux nicheurs de Terre-Neuve et les ateliers gratuits prévus au cours du mois d'avril (en anglais), visitez <https://nf.birdatlas.ca/>.

AGENDA COMMUNAUTAIRE Rose Avoine-Dalton

PROVINCIAL

Tous les vendredis

Séances de conversation. L'Association Communautaire Francophone de St. Jean (ACFSJ) vous invite aux rencontres en ligne pour les plus de 50 ans qui ont lieu chaque vendredi matin à 10h30 (TN). L'inscription est obligatoire, alors si vous souhaitez y participer, contactez l'ACFSJ à culture@acfsj.ca ou au 709-726-4900.

ST. JOHN'S

Chaque mardi

Reprise: Yoga intuitif. Cindy de Far Out Fitness guidera chaque groupe de participants dans un cours comprenant plusieurs styles de yoga. Les cours se tiendront de 18h45 à 19h45, du 15 mars au 17 mai et les frais d'inscription sont de 20\$ pour les aînés, de 30\$ pour les membres et de 45\$ pour les non-membres. Pour plus d'informations, écrivez à culture@acfsj.ca ou appelez au 709-726-4900.

Les mercredis et dimanches

Reprise: sport en français. Envie de rester en bonne forme physique tout en socialisant en français? L'ACFSJ invite les personnes de plus de 16 ans à faire de l'exercice en français au Centre des Grands-Vents. Tous les mercredis de 18h30 à 20h30, place au badminton, et les dimanches, de 11h à 13h, on sort le ballon de soccer! Les activités, gratuites pour les membres, sont aussi ouvertes aux non-membres sur inscription. Chaussures de sport d'intérieur obligatoires. Pour vous inscrire à l'un de ces sports, rendez-vous sur le site internet de l'ACFSJ.

Chaque jeudi

Reprise: Zumba. C'est partie pour des sessions dynamiques qui combinent danse et aérobic! Les cours sont offerts par l'ACFSJ aux plus de 16 ans en collaboration avec Zumba with Marcella, chaque jeudi entre le 17 mars et le 26 mai, de 19h à 20h. Les frais d'inscription sont de 20\$ pour les aînés, de 30\$ pour les membres et de 45\$ pour les non-membres. Inscrivez-vous en contactant l'ACFSJ à culture@acfsj.ca ou au 709-726-4900.

Chaque samedi

Reprise du Club du Samedi. L'activité hebdomadaire de 9h à 11h45, ouverte à tous les enfants de 5 à 14 ans, recommence! Du 19 mars au 28 mai, les participant.es auront l'opportunité de faire du sport, de la cuisine, des projets scientifiques, de l'art, et plus encore! Les frais sont de 89\$ pour les membres et de 100\$ pour les non-membres. Inscrivez-vous en contactant l'ACFSJ.

LABRADOR

Jusqu'au 4 avril

Cours de français. Les inscriptions sont toujours ouvertes pour la nouvelle session de cours de français de l'AFL! Les onze semaines de cours commencent mardi le 5 avril de 18h à 20h (heure Labrador) pour les débutants et jeudi le 7 avril à la même heure pour les élèves du niveau intermédiaire. Les frais d'inscription sont de 110\$ pour les membres et de 220\$ pour les non-membres. Inscrivez-vous en ligne avant le 4 avril au <https://afl.s1.yapla.com/fr/event-29692>

Les 8 et 22 avril

Petits poussins en santé. Salut aux parents d'enfants de 0 à six ans! L'AFL vous invite aux matins des Petits poussins en santé, les vendredis de 10h à 11h30. Inscrivez-vous en ligne pour les séances des 8 et 22 avril sur: <https://association-francophone-du-labrador.s1.yapla.com/fr/>.

Le 11 avril

Patinage. Avant que l'hiver soit complètement fini... Une dernière rencontre de patinage en français et en famille! Le 11 avril de 17h35 à 18h35, rendez-vous à l'aréna de Goose Bay (2 Rue Churchill) pour un événement bilingue gratuit avec du chocolat chaud et des beignets! Pour vous inscrire, contactez hvgb@fftnl.ca.

Si un événement en français est passé sous notre radar ou si vous souhaitez que votre activité figure dans l'agenda communautaire du Gaboteur, contactez-nous à info@gaboteur.ca.



Tval, un magasin de savons et de maquillage écologiques, est une des entreprises de la chasse qui se situe sur Water Street au centre-ville de St. John's – à vous de découvrir les autres!
Photo: Rose Avoine-Dalton

n'est pas seulement les francophones ou les anglophones de St. John's — bien que le formulaire soit disponible en français et en anglais. Ce n'est pas non plus seulement pour les amis de l'artiste. La communauté que l'artiste interpelle avec ce projet, c'est vraiment tout le monde qui fréquente la région où se trouvent les entreprises participantes. La chasse peut se faire à votre rythme pendant tout le mois, ou en une journée, «comme si quelqu'un venait de Corner Brook pour quelques journées et voulait participer», donne en exemple Hurley.

Pour plus d'informations, visitez: www.dominiquehurley.com/treasurehunt

LE TAMBOUR D'EVAN DISPONIBLE EN LIGNE

Rose Avoine-Dalton

Le court-métrage *Le tambour d'Evan* de l'Office national du film du Canada (ONF) est maintenant disponible pour visionnement gratuit en ligne! Écrite et réalisée par l'artiste et journaliste inuit Ossie Michelin, cette production fait partie de nombreuses listes de sélections officielles pour des festivals de films nationaux et internationaux en 2021 et en 2022.

Le tambour d'Evan offre une réflexion sur le passé des traditions inuites à partir d'une phrase: «Après un silence de plusieurs générations, le tambour traditionnel inuit résonne de nouveau au Labrador.» Sorti en 2021, le court-métrage de 14 minutes suit Even Winters, un petit garçon âgé de cinq ans de Happy Valley-Goose Bay, alors qu'il découvre le tambour inuit que joue sa mère Amy Winters.

Tout au long de l'histoire qui a été filmée sur deux ans, Evan devient de plus en plus intéressé à apprendre comment jouer du tambour, et avec l'aide d'une autre artiste, lui et sa mère en construisent eux-mêmes.



Photo: Courtoisie l'ONF

Le tambour d'Evan est disponible en anglais et sous-titré en inuktitut et en français. Pour plus d'informations, visitez: www.onf.ca/film/tambour-devan/.



Gouvernement du Canada / Government of Canada

EXPRESSION D'INTÉRÊT TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) fait un appel d'intérêt auprès des propriétaires de biens qui respectent les exigences indiquées ci-dessous, aux fins d'acquisition potentielle par SPAC.

Exigences relatives au bien

- Doit être situé dans les limites municipales des villes de St. John's ou de Mount Pearl.
- Doit avoir une superficie minimale de 3,5 hectares, être situé sur un terrain vacant ou constituer une propriété améliorée comprenant une structure.
- Doit être situé sur un terrain contigu.
- Zonage municipal permettant d'y ériger un bureau commercial ou d'y inclure un immeuble de bureaux.
- Doit offrir un accès direct aux services municipaux, tels que, sans toutefois s'y limiter, les services d'urgence, les services d'eau et d'égoûts et les autres services qui seraient normalement associés à un immeuble de bureaux.
- Doit offrir un accès direct aux transports publics.
- Doit avoir une façade sur une route publique.

Les parties intéressées sont invitées à soumettre un levé (description écrite et plan) du bien, ainsi que des photos de celui-ci, et le prix de vente par hectare.

Il est à noter que le présent avis ne constitue ni un appel d'offres, ni une demande de propositions, mais vise **seulement à recueillir des renseignements sur la disponibilité** de biens conformes aux exigences ci-dessus, à **acheter potentiellement** dans l'aire géographique précisée. SPAC n'achètera pas nécessairement des biens immobiliers et pourrait ne pas publier d'autres annonces afférentes à cette demande. SPAC se réserve le droit d'envisager d'autres biens dans son inventaire actuel.

Veuillez transmettre ces renseignements d'ici **16 h 30 le 29 avril 2022**, à l'adresse ci-après :

Barry Hoyles
Services des biens immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
C.P. 4600
10, chemin Barter's Hill
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1C 5T2

Si vous avez des questions ou souhaitez obtenir de plus amples renseignements au sujet de la présente expression d'intérêt, veuillez communiquer avec Barry Hoyles au 709-685-0756 ou à barry.hoyles@pwgsc-tpsgc.gc.ca.

SUITE DE LA PAGE 9

Un désir d'implication

Dominique Hurley n'est pas une personne qui fait beaucoup de magasinage, mais elle voulait trouver une façon de sortir de ses zones de confort. «Au début janvier j'étais comme "OK, c'est le temps de m'impliquer dans ma communauté" [...] parce que j'avais réalisé que vraiment, je n'étais pas très consciente de ce qui s'y passait», nous confie-t-elle. Voulant «encourager les gens à s'amuser et à redécouvrir ou découvrir de nouvelles places, d'interagir avec les autres» et en même temps soutenir les entreprises locales, la francophone a fait appel à Guide to the Good afin que sa vision devienne réalité!

«J'ai contacté Kim Todd, [une guide numérique chez Guide to the Good], je lui ai dit mon idée, puis je lui ai dit que je voulais onze entreprises en total - parce que onze c'est un nombre très spirituel et magique pour moi», explique l'organisatrice.

Guide to the Good (ou Guide jusqu'au bon) est l'entreprise sociale de thegreenrock qui aide les consommateurs à faire des achats locaux, sociaux et écologiques, et toutes les entreprises qui participent à la chasse au trésor en sont membres.

La communauté que mentionne Dominique, celle qui pourra profiter de cette chasse à l'art, ce

SE RASSEMBLER POUR MIEUX ÉCRIRE

«Quels sont vos moteurs et vos inspirations pour écrire? Quels sont vos défis face à l'écriture de chanson en français?». C'est avec ces questions que la Québécoise Vanessa Borduas a accueilli les huit artistes participants à un atelier d'écriture de chanson, organisé à St. John's le 23 et 24 mars dernier en partenariat avec le Réseau national des Galas de la chanson (RNGC). Coline Tisserand, journaliste-pigiste au Gaboteur, a participé à cet atelier en tant que musicienne amatrice et nous partage son expérience.



Les huit participants (de gauche à droite) Coline Tisserand (à genoux), Mary Barry, Étienne Beaulieu, Cat Bowring, Adrian House, Claire Porter, Frédéric Blouin, Maude Blanchet (à genoux) et l'animatrice Vanessa Borduas se sont réunis en présentiel pour deux jours d'écriture créative intensive. Photo: Vanessa Borduas

«La nature et le voyage», «l'amour», «les émotions fortes», «les relations personnelles et les rencontres du quotidien»... Les huit artistes présents, Frédéric Blouin, Cat Bowring, Adrian House, Maude Blanchet, Mary Barry, Claire Porter, Étienne Beaulieu et moi-même, commençons donc l'atelier avec un partage de nos sources d'inspiration et de nos défis. Histoire d'apprendre à mieux se connaître.

L'auteure-compositrice-interprète terre-neuvienne Mary Barry, connue pour ses compositions jazz, mentionne dès le début un défi qui l'habite depuis ces deux dernières années: l'isolement créé par la pandémie. «Depuis la COVID, j'écris tous les jours. Mais je suis quelqu'un qui s'inspire des relations humaines, et ma créativité est bloquée par cette solitude et l'absence de contact avec l'extérieur et avec d'autres artistes», témoigne-t-elle.

Se retrouver pour créer en vrai

Et justement, la première fois que la majorité de ces artistes francophones et artistes anglophones - mais dont le français est la deuxième langue de création - se sont rencontrés pour un atelier de ce genre, c'était à travers un écran. Organisées en novembre 2020 et en février 2021 par Nathalie Gagnon, l'ancienne coordinatrice du Réseau Culturel Francophone de Terre-Neuve-et-Labrador de la Fédération des francophone de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL),

les sessions d'écriture avaient rencontré un bon succès. «J'avais beaucoup aimé l'atelier avec Frédérick Baron [auteur-interprète et formateur pour ces ateliers]. Donc j'avais envie de recommencer l'expérience. C'est une belle occasion de pratiquer et de s'amuser avec la langue française tous ensemble!», estime le Québécois Étienne Beaulieu, connu surtout pour ses talents de batteur sur la scène musicale de St. John's.

En ce début d'après-midi ensoleillé (et sans vent!), on sent donc une certaine fébrilité chez les artistes de pouvoir se retrouver tous ensemble, *en vrai*. Pendant deux journées de session de six heures, la salle au nom poétique de «The Cape Spear Room» du bâtiment The Lantern, située à dix minutes du centre-ville, va résonner des bruits de leur plume grattant sur le papier. «Ça fait du bien de pouvoir se rassembler en personne», souligne l'auteur-compositeur-interprète terre-neuvien Adrian House.

Ce dernier s'est également occupé de gérer la mise en place et l'organisation de ce projet d'atelier d'écriture, à la demande d'Erick-Louis Champagne, coordonnateur du RNGC et que l'artiste avait rencontré lors de son passage demi-finale du Festival international de la chanson de Granby (FICG) l'été dernier.

Le but de la RNGC, qui regroupe 11 provinces ou territoires membres, dont



«J'ai adoré l'expérience, surtout le partage entre les francophones et francophiles. Le groupe avait une grande écoute pour chacun, dans le respect», raconte Vanessa Borduas après son passage dans la capitale terre-neuvienne.
Photo: La ptite Photographe

Terre-Neuve-et-Labrador par l'intermédiaire de la FFTNL, est «de soutenir et développer les artistes en chanson francophone dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada». Étant donné que le poste de coordination au réseau culturel de la FFTNL était jusqu'ici vacant, Erick-Louis Champagne a soutenu la FFTNL en mettant

en place cet atelier gratuit afin que les artistes d'ici «puissent bénéficier d'ateliers et d'accompagnement dans leurs projets en chansons francophones».

Pourquoi avoir décidé de faire venir l'artiste Vanessa Borduas, basée à Granby au Québec, pour animer la formation? «J'ai pensé à Vanessa parce qu'elle connaît bien les rouages de l'industrie. Artiste elle-même, elle a fait plusieurs types de résidences de création, et a été deux fois demi-finaliste au FICG. Elle a démarré sa boîte de production et elle porte plusieurs chapeaux culturels.»

Se jeter à l'eau

Avant sa venue sur la grosse Roche, Vanessa Borduas a annoncé la couleur aux participants: elle souhaitait «stimuler la créativité et explorer de nouvelles avenues dans la création pour sortir de ses *patterns* [...]». Sous forme de divers jeux d'écriture, je veux vous amener ailleurs et vous faire sortir de votre zone de confort habituelle.» Sa ligne directrice? «Présenter des méthodes sous formes de jeux pour réveiller le muscle créatif. C'est dans cette optique que j'ai créé l'atelier, pour ramener ça au jeu, au fait de jouer avec les mots, de se laisser surprendre par des sources d'inspirations différentes que notre propre vécu».

SUIITE DE LA PAGE 11

Composer un refrain à partir d'une œuvre d'art, créer des constellations de mots, inventer des paroles sur une mélodie connue, rebondir sur une œuvre littéraire en chanson, ou encore écrire à partir d'histoires extérieures en utilisant un style cinématographique... Les exercices créatifs s'enchaînent de manière progressive pendant ces deux jours. «C'était une bonne progression, on commençait avec des jeux plutôt libres, avant d'ajouter plusieurs contraintes aux exercices proposés», commente l'artiste québécoise Maude Blanchet.

Des obstacles à la création, ces contraintes? «À chaque nouvel exercice, je me disais "je ne peux pas faire ça!" Finalement, j'ai lâché prise, je me suis dit qu'il fallait prendre des risques. J'ai mis les pieds dans l'eau, puis le genou... et la prochaine fois, j'irai jusqu'aux hanches!», plaisante Mary Barry. Finalement, ce sont justement «ces contraintes qui libèrent» la création, avance un autre participant.

«Le goût de continuer à écrire ensemble»

Chaque période d'écriture créative est suivie d'une discussion et d'un partage des textes. La gêne du début, notamment pour les trois artistes anglophones terre-neuviens dont le français est leur seconde langue, s'efface rapidement pour faire place à des échanges constructifs et sans jugement.

Dans la salle, les accents québécois, terre-neuviens, saint-pierrais et français, se mêlent aux expressions terre-neuviennes anglaises. Ce mélange culturel et ce va-et-vient entre le français et l'anglais stimulent, faisant parfois naître des images poétiques à travers les textes, comme une chanson sur le Newfie Bullet, ce train terre-neuvien «dans la mélasse» faisant référence à l'expression «as slow as molasses» («lent comme de la mélasse»).

Vanessa Borduas a donc su créer un lieu propice à la confiance et au partage. «Vanessa, et sa manière de livrer cet atelier, c'était franchement génial! Elle était bien préparée, organisée, son matériel varié, et ses *feedback* positifs et encourageants. [...] Avant l'atelier je me sentais timide et intimidée - surtout d'être anglophone dans un atelier d'écriture en français - mais grâce à d'elle et sa façon de travailler, j'ai sauté dans ces eaux et affronté mes peurs», souligne Mary Barry. Elle ajoute: «Je suis vraiment fière de moi d'avoir participé à cet atelier et surtout de ces trois anglophones terre-neuviens qui sont si dévoués à la langue française.»

Même son de cloche pour la chanteuse Cat Bowring, qui souligne «l'ouverture» et la «bienveillance» du groupe: «Je suis rentrée un peu repliée sur moi-même et suis ressortie épanouie. [...] J'avais plusieurs projets d'EP l'an passé qui ont rencontré

quelques barrages. Ces deux jours ont été l'occasion d'un véritable déblocage créatif grâce aux astuces données par Vanessa et l'ouverture du groupe. Je suis remotivée!». De son côté, l'anglophone Claire Porter, qui définit sa musique comme «un mélange entre Judy Garland et Tom Waits», a finalement dépassé ses peurs face à l'écriture en français: «J'ai passé un moment fantastique à l'atelier. J'ai l'impression d'avoir beaucoup appris et d'avoir gagné en confiance. Je réalise que je suis capable de créer en français!».

Jeudi, 21h. Après ces douze heures d'atelier, les visages sont

détendus et souriants, les peurs et les blocages créatifs semblent s'être estompés. «Bravo de se lancer là-dedans, vous êtes épatant. [...] Merci d'avoir lâché prise», conclut Vanessa Borduas. Une idée est alors lancée par plusieurs participants: et si on se retrouvait régulièrement entre nous pour continuer ce cercle d'écriture en français? «Je crois que nous avons tous le goût de continuer à écrire ensemble», résume Mary Barry pour le groupe.

Ces deux jours de création marqueraient-ils donc la naissance d'un cercle d'écriture de chansons en français à St. John's? À suivre...

À DÉCOUVRIR SUR
gaboteur.ca

«Elle s'appelle Germaine, elle a 97 ans. Mère de 12 enfants, elle a aussi une ribambelle de petits-enfants et d'arrière-petits-enfants. Elle est née dans le bas du fleuve, dans les années 20, et a travaillé comme couturière. Si elle a encore toute sa tête, elle a perdu la vue il y a 20 ans, mais elle est encore capable de tricoter, grâce à ses souvenirs. Elle attend tranquillement que la mort vienne la chercher... Maintenant, à vous d'écrire deux couplets et un refrain pour cette histoire. Vous avez 30 minutes», lance la formatrice Vanessa Borduas.

À découvrir sur le site Web du *Gaboteur*: des extraits des chansons écrites pendant l'atelier et une biographie de la formatrice. Rendez-vous sur www.gaboteur.ca pour vous familiariser avec Vanessa Borduas et pour admirer la créativité des participants!

DES BÉDÉISTES
DE DEMAIN AU
FORUM FRANCO

Le 14 décembre dernier, plus de 200 élèves de la 9^e à la 12^e année de toute la province ont participé à une journée d'activités en français dans le cadre du Forum virtuel du Français pour l'avenir. Pendant l'événement, l'équipage du *Gaboteur* a animé des ateliers avec les jeunes sur le thème des bandes dessinées. Voici une sélection de créations de ces bédéistes en herbe.

LE HÉROS SE BAT CONTRE LE VOLEUR



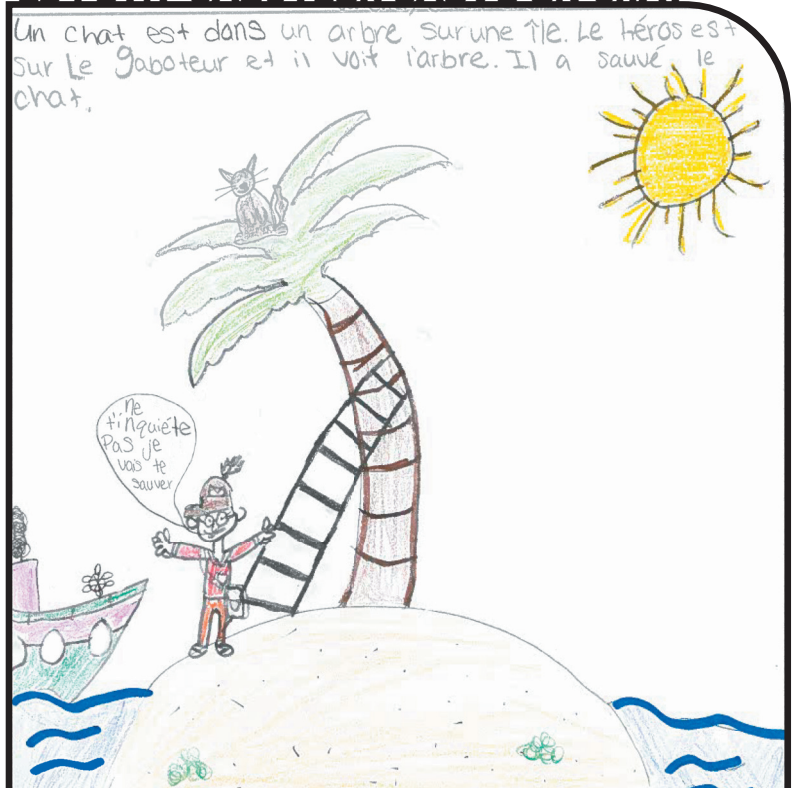
Bédéistes: Sara Peyton, Anna St. Croix, Deidra Snook et Allie Gambin de la classe de 11^e année de Mme Vincent de l'École Holy Spirit High.

LE CHANGEMENT DE MILE ONE



Bédéistes: Emily LeDrew, Jane Metcalfe et Abbi Smith de la classe de 11^e année de Mme Vincent de l'École Holy Spirit High.

LE PETIT GABOTEUR SAUVE UN CHAT



Bédéistes: Karley Saint, Hayley Parmiter, Grace Vatcher et Erica Chant de la classe de 11^e année de Mme Vincent de l'École Holy Spirit High.

Le *Gaboteur* aimerait remercier Français pour l'avenir et ses partenaires, soit la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador et Franco-Jeunes de Terre-Neuve et du Labrador.